

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 10 DÉCEMBRE 1925.

PROPOSITION DE LOI SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS DE GENDARMERIE.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 28 Germinal an VI constitua le premier statut des officiers de gendarmerie. Cette loi, qui fut conçue en pleine période napoléonienne, établissait, déjà à cette époque, un régime spécial pour les officiers de gendarmerie sorti des nécessités du service essentiel de l'arme et, aussi, de la guerre.

Ces deux raisons expliquent l'intangibilité des principes fondamentaux qu'elle contient et notamment de celui qui réside dans le fait que l'avancement des officiers de gendarmerie ne peut être, ne saurait être conditionné par celui des officiers de l'armée.

La loi du 15 septembre 1924, réglant la position et l'avancement des officiers, fut conçue, amendée et votée dans un parfait esprit d'équité : celui d'assurer aux officiers de gendarmerie l'occupation des divers grades prévus aux effectifs organiques et justifiés par les nécessités du service de notre époque. Il se fait que la louable intention du législateur fut desservie par cette loi. Aujourd'hui, quatorze lieutenants de gendarmerie, remplissant les fonctions de capitaine depuis bientôt deux ans par le plus ancien, ne peuvent occuper les emplois vacants parce qu'ils n'ont pas atteint, malgré les trois années d'ancienneté supplémentaires dont ils bénéficient de par les dispositions du §2 de l'article 11 de la loi du 15 septembre 1924 précitée, l'ancienneté relative des lieutenants d'infanterie. Or, il nous paraît peu concevable de ne pas tenir compte que les candidats capitaines de gendarmerie ont, en moyenne, vingt années de service actif, 40 ans d'âge et la guerre en entier à leur actif. Le candidat major, âgé de 47 ans, ayant vingt-sept années de service effectif, ne pourra accéder à ce grade que dans dix-huit mois, malgré la place qui est ouverte depuis six mois. Les majors (sauf les deux plus anciens) à promouvoir désormais lieutenants-colonels devront attendre, en moyenne, cinq ans après avoir atteint les trois années de grade requis et seront pensionnés dans le grade qu'ils occupent. Les lieutenants-colonels seront tous mis à la retraite avant d'avoir pu occuper les emplois de colonel, faute d'ancienneté suffisante dans le grade d'officier. Enfin, le Colonel commandant le corps

H

n'arrivera pas au généralat avant d'être touché par la limite de l'âge de mise à la retraite. A cette date, qui arrivera dans deux ans, il n'existera aucun colonel pour lui succéder et ce en raison des exigences de la loi du 15 septembre 1924.

Il apparaît comme démontré à suffisance que cette loi loin d'assurer, sans heurt, l'avancement des officiers de la gendarmerie, l'entrave à ce point pour l'accession aux divers grades que le recrutement du cadre des officiers deviendra impossible s'il n'y est porté remède.

Il semble bien que le manque d'harmonie existant entre l'avancement des officiers de l'armée et ceux de la gendarmerie est dû au fait que, dans les corps fermés à effectifs en officiers restreints, l'avancement subit des à-coups qu'il est vain de vouloir conditionner par des textes rigides, comme a tenté de le faire la loi du 15 septembre 1924. La preuve en est faite ci-dessus. Il nous aurait suffi de dire, pour défendre notre thèse, que l'officier de gendarmerie qui devient officier supérieur reste en moyenne vingt-cinq ans officier et que les colonels de l'armée sont promus, actuellement, après trente années de grade d'officier, pour démontrer que l'avancement de ceux-ci ne peut conditionner celui de ceux-là.

Il nous reste donc, Messieurs, à légiférer pour assurer, en toute légalité, à notre grand corps de police gouvernementale, en toutes circonstances et éventualités, une existence normale au regard des effectifs qui doivent le constituer pour assurer la bonne et régulière marche du service. Pour atteindre ce but, nous devons en revenir à ce que l'expérience du passé avait imposé, c'est-à-dire promouvoir les officiers de gendarmerie au fur et à mesure des vacances d'emploi, en se conformant, bien entendu, notamment aux prescriptions de l'article 12 de la présente loi.

La stricte équité nous a en quelque sorte imposé l'introduction, dans notre projet de loi, de nouvelles dispositions par lesquelles nous poursuivons le but de créer aux officiers de gendarmerie une situation égale ou approchant de celle dont jouissent leurs collègues de l'armée.

Nous justifierons ces dispositions en étudiant successivement les articles de la loi qui appellent un examen spécial.

* * *

ARTICLE PREMIER. — Il n'est que la reproduction de la teneur du § 3 de l'article 15 de la loi du 15 septembre 1924. Au surplus, il est apparu comme étant indispensable de faire une démarcation bien nette entre le statut des officiers de gendarmerie et celui de leurs collègues de l'armée dont l'incompatibilité est démontrée.

ART. 2 à 8. — Les articles 2 à 8 sont tirés de la loi du 15 septembre 1925 (art. 1 à 7).

ART. 9. — L'article 8 stipule, non sans raison, que nul ne peut être nommé au grade de sous-lieutenant de gendarmerie s'il n'est âgé de 25 ans accomplis. Cette disposition enlève, à tout jamais, aux officiers de gendarmerie, la possibilité légale de pouvoir être, comme leurs collègues de l'armée, officier à partir de 19 ans ; elle les prive, en même temps, et ceci est plus grave, des avantages sérieux attachés à cette dernière disposition sans apporter aux officiers de gendar-

merie un équitable dédommagement. Il faut aussi tenir compte que l'âge moyen de nomination, au grade de sous-lieutenant, de l'officier de gendarmerie, est 30 ans ; de ces faits les intéressés n'atteignent qu'exceptionnellement le traitement maximum de leur grade et, jamais, ils ne pourront jouir du supplément de fin de carrière ni, ce qui est plus préjudiciable encore, de l'augmentation de pension qui en découle. En effet, cette rémunération n'est accordée qu'aux intéressés qui ont joui, pendant 3 ans, du traitement maximum et qui ont 25 ans de grade d'officier. Or, les officiers de gendarmerie qui deviennent officiers supérieurs ne servent, en moyenne, que durant 25 ans en qualité d'officier ; les officiers subalternes, de loin les plus nombreux, n'arrivent guère à 20 années d'ancienneté d'officier.

Nous avons pensé que, dans cette disposition de l'article 8, le droit ne se confondant pas avec l'équité, il y avait lieu d'accorder aux officiers de gendarmerie un surcroît d'ancienneté qui vint, au moins en partie, combler la différence de traitement existant entre deux catégories identiques d'agents de l'État. C'est de là qu'est sorti le § 3 de l'article 9, accordant aux officiers de gendarmerie un supplément d'ancienneté de six ans maximum, chiffre correspondant à la différence d'âge légale d'accession au grade de sous-lieutenant à l'armée et à la gendarmerie, supplément qui leur permet d'atteindre l'indemnité de fin de carrière, tout comme leurs collègues de l'armée. Cet avantage viendra, d'autre part, compenser, dans une certaine mesure, la différence de traitement établie par la loi, et avec raison, en faveur des sous-officiers de gendarmerie qui non seulement sont pensionnés, quel que soit leur grade, sur le pied des adjutants de l'armée, mais obtiennent 5, 10 ou 15 francs par année de service suivant qu'ils portent le grade de 1^{er} maréchal des logis, maréchal des logis chef, 1^{er} maréchal des logis chef et adjudant, tous avantages sérieux qui sont refusés aux officiers.

ART. 10 et 11. — Les textes des articles 10 et 11 sont la reproduction des textes existant dans la loi du 15 septembre 1924, aux articles 11 et 12.

ART. 12. — L'article 12 est la reproduction de l'article 13 de la loi du 15 septembre 1924.

Il a toutefois paru indispensable de prévoir le cas où, en raison des enseignements du passé et des ressources limitées que présente le cadre plutôt restreint des officiers, il faudrait pourvoir à l'occupation des grades supérieurs et notamment au commandement du corps, alors que les officiers appelés à ces fonctions n'auraient pas l'ancienneté requise pour faire l'objet d'une promotion indispensable à la marche régulière du corps, bien qu'ayant l'expérience et les qualités voulues.

Cette alternative se présenterait actuellement si le chef de corps abandonnait ses fonctions ; elle pourrait se produire dans l'avenir en cas de guerre, d'épidémie, d'accidents fortuits, etc. Il importe donc, qu'en pareille occurrence, le gouvernement soit armé pour faire face aux événements sans pour cela devoir légiférer. Telle est la portée du paragraphe final de l'article 12. Au surplus, il importe de tenir les cadres de la gendarmerie, corps mobilisé en permanence, toujours au complet et d'assurer le recrutement normal et régulier des échelons supérieurs qui constituent, en somme, la base et l'essence de la gendarmerie

nationale, comme les cadres supérieurs de l'armée sont la base et la charpente sans lesquelles notre armée serait inexistante.

Art. 13 et 14. — Sont empruntés à la loi du 15 septembre 1924 (articles 16 et 17).

Art. 15. — Contient les dispositions existant à l'article 18 de la même loi ; mais il a paru logique, voire même équitable, d'adjoindre le commandant du corps de gendarmerie à la commission militaire chargée d'examiner l'officier de gendarmerie prisonnier ou interné de guerre, l'essence du service de la gendarmerie étant spéciale à ce corps et les infractions qui y sont commises pouvant, dans une certaine mesure, revêtir un caractère dont le degré de gravité relatif pourrait dépendre de l'essence de ce service, des traditions de la gendarmerie, des précédents, etc., toutes choses qui sont pratiquement de la compétence de l'officier commandant.

Art. 16. — Comporte, en entier, le texte de l'article 20 de l'ancienne loi du statut des officiers.

Art. 17 et 18. — Sont la reproduction, mise au point avec notre projet de loi, des articles 20 et 22 de la même loi.

Dispositions transitoires.

Enfin, il nous a paru conforme aux lois imprescriptibles de l'honneur et de l'équité d'introduire, dans la présente loi, des dispositions légales permettant de rétablir dans leurs droits et ancienneté dans les divers grades qu'ils auraient normalement occupés, si les prorogations de l'âge de mise à la pension n'avaient été accordées exceptionnellement à une catégorie d'officiers qui ont profité, au détriment de leurs camarades, d'avantages correspondant aux préjudices que ceux-ci subissaient.

Pour justifier notre texte et les suites qu'il comporte, il nous suffit de demander à nos honorés collègues de se rappeler un instant les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi l'octroi des prorogations prérappelées et des tractations engagées en vue de rétablir les officiers gravement préjudiciés dans leurs droits, tant matériels que moraux, tractations dont les échos ont été portés à la tribune de cette Chambre, le 24 juillet 1924, dans les termes ci-après :

M. HOUSIAUX : « Nous avons déposé un amendement à l'article 13 ; il avait pour objet d'attribuer aux gendarmes l'avancement auquel ils avaient droit. M. le Ministre de la Défense Nationale ayant promis que les intéressés recevraient la complète satisfaction qu'impose l'équité, je retire mon amendement. »

Si, à ce jour, les officiers de gendarmerie n'ont point obtenu les réparations promises, la faute en est que nous avons perdu un instant de vue que le texte de l'article 13 de la loi, que précisément nous discutons, faisait obstacle, au moins dans la forme, à l'œuvre de réparation que se promettait de réaliser l'honorable Ministre. Nous poursuivons donc, Messieurs, la réparation de l'oubli signalé plus haut et une œuvre de stricte justice.

VANDEMEULEBROUCKE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 DECEMBER 1925.

WETSVOORSTEL BETREFFENDE DEN STAND EN DE BEVORDERING DER OFFICIEREN VAN DE GENDARMERIE.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN.

De wet van 28 Germinal jaar VI, was het eerste statuut van de officieren der gendarmerie. Deze wet die tot stand kwam in het volle Napoleontisch tijdvak, voerde toen reeds een bijzonder stelsel in voor de officieren der gendarmerie, stelsel dat gegroeid was uit de noodwendigheden van den eigenlijken wapendienst, en ook uit den oorlog.

Deze twee redenen verklaren de onaantastbaarheid van de grondbeginselen die zij bevat, en inzonderheid van het beginsel gelegen in het feit, dat de bevordering van de officieren der gendarmerie niet mag, of niet kan onderworpen worden aan dezelfde voorwaarden als deze van de officieren van het leger.

De wet van 15 September 1924 tot regeling van den stand en de bevordering van de officieren, werd opgesteld, gewijzigd en aangenomen in een geest van strenge rechtvaardigheid, met het doel namelijk aan de officieren van de gendarmerie het bereik te verzekeren van de onderscheidene graden voorzien bij de organieke effectieven, en gebillijkt door de dienstvereischen van onzen tijd. Maar deze wet beantwoordde niet aan het loffelijk inzicht van den wetgever. Op dit oogenblik kunnen veertien luitenanten der gendarmerie die het ambt van kapitein waarnemen sedert bijna twee jaar te beginnen met den oudste in dienst-jaren, de openstaande plaatsen niet innemen omdat zij, ondanks de drie jaren bijkomende ancienniteit die zij hebben verworven door de bepalingen van lid 2, van artikel 11 der wet van 15 September 1924, niet de ancienniteit hebben van de infanterieluitenanten. Welnu, het komt ons onaannemelijk voor dat er geen rekening mede gehouden wordt, dat de candidaat-kapiteins van de gendarmerie

gemiddeld 20 jaar actieven dienst hebben, 40 jaar oud zijn en den heelen oorlog hebben meegemaakt. De candidaat-majoor, 47 jaar oud, met 27 jaar werkelijken dienst, zal dien graad slechts over 18 maand kunnen bekomen ofschoon die plaats sedert 6 maand open is. De majoors, de twee oudsten uitgezonderd, die voortaan tot luitenant-colonel moeten bevorderd worden, zullen gemiddeld 5 jaar moeten wachten na de drie jaren vereischten graad te hebben bereikt, en zullen gepensionneerd worden in den graad dien zij bekleeden. De luitenant-colonels zullen allen op rustgeld gesteld worden alvorens het ambt van colonel te hebben bekleed, omdat zij niet de vereischte ancienniteit hebben in den graad van officier. Ten slotte, de colonel commandant van het korps, zal de leeftijdgrens om op rustgeld gesteld te worden hebben bereikt alvorens tot generaal bevorderd te zijn. Dat zal gebeuren over twee jaar, en op dit oogenblik zal er geen enkel colonel zijn om hem op te volgen op grond van de bepalingen der wet van 15 September 1924.

Het blijkt dus voldoende bewezen dat deze wet, verre van geleidelijk de bevordering te verzekeren van de officieren der gendarmerie, deze bevordering tot het bekomen van de onderscheidene graden zoo erg verhindert, dat de aanwerving van het officierenkader onmogelijk zal worden, indien daarin geen verbetering wordt gebracht.

Het schijnt wel dat het gebrek aan overeenstemming tusschen de bevordering der officieren van het leger en der officieren van de gendarmerie gelegen is in het feit dat, in de gesloten korpsen met beperkte officierseffectieven, de bevordering verrassingen ondergaat die men vruchteloos wil afhankelijk maken van strenge teksten, zooals de wet van 15 September 1924 het heeft willen doen. Wij hebben het zooeven bewezen. Om onze stelling te verdedigen, ware het ons voldoende geweest te zeggen dat de officier der gendarmerie, die hooger officier wordt, gemiddeld vijf en twintig jaar officier blijft en dat de colonels van het leger tegenwoordig bevorderd worden na dertig jaar graad van officier. Dit bewijst dat de bevordering van eerstgenoemden niet onder dezelfde voorwaarden kan geschieden als deze van de anderen.

Wij moeten dus, Mijne Heeren, eene wet maken om, op wettelijke wijze, aan het groote korps dat onze regeeringspolitie is, in alle omstandigheden en gebeurlijkheden, een normaal bestaan te verzekeren ten aanzien van de effectieven die het moeten uitmaken om den goeden en geregelten gang van den dienst te bereiken. Om daartoe te geraken, moeten wij terugkomen tot wat de ervaring van het verleden ons had opgelegd, namelijk de officieren der gendarmerie bevorderen naarmate er plaatsen openvallen, met inachtneming, wel te verstaan, van het bepaalde in artikel 12 van deze wet.

Rechtvaardigheidshalve waren wij in zekeren zin verplicht in ons wetsvoorstel nieuwe bepalingen in te lasschen, door dewelke wij willen bereiken dat de stand van de officieren der gendarmerie dezelfde of ongeveer dezelfde worde als deze van hunne collega's in het leger.

Deze bepalingen willen wij verklaren door achtereenvolgens de artikelen van de wet te beschouwen die een bijzonder onderzoek vergen :

EERSTE ARTIKEL. — Dit is slechts de herhaling van het bepaalde in § 3 van artikel 15 der wet van 15 September 1924. Het kwam ons bovendien noodzakelijk

voor duidelijk de lijn te trekken tusschen het statuut der gendarmerieofficiëren en dit van hunne collega's in het leger, die wij bewezen hebben niet vereenbaar te zijn.

ART. 2 tot 8. — De artikelen 2 tot 8 zijn getrokken uit de wet van 15 September 1924 (art. 1 tot 7).

ART. 9. — Artikel 8 bepaalt terecht dat niemand tot den graad van onderluitenant der gendarmerie kan bevorderd worden zoo hij niet ten volle 25 jaar oud is. Deze bepaling ontnceemt voor altijd aan de officieren der gendarmerie de wettelijke mogelijkheid officier te kunnen worden van af 19 jaar zooals hunne collega's in het leger; terzelfder tijd berooft zij hen — en dit is erger — van de ernstige voordeelen die laatstgenoemden daardoor bezitten, zonder aan de officieren der gendarmerie eene rechtvaardige schadeloosstelling te verleenen. Men moet er ook rekening mede houden dat de gemiddelde leeftijd waarop de officier van de gendarmerie tot den graad van onderluitenant benoemd wordt 30 jaar is; daardoor bereiken de belanghebbenden slechts bij uitzondering de maximumwedde van hun graad, en nooit zullen zij den toeslag van het einde der loopbaan kunnen genieten, en evenmin — wat nog veel nadeeliger is — de pensioensverhooging die er uit voortvloeit. Deze verhooging wordt inderdaad slechts verleend aan de belanghebbenden die gedurende drie jaar de maximumwedde hebben getrokken en die vijf-en-twintig jaar officiersgraad hebben. Welnu, de gendarmerieofficiëren die hogere officieren worden, zijn gemiddeld slechts vijf-en-twintig jaar in dienst in de hoedanigheid van officier; de lagere officieren, veruit de talrijkste, bereiken slechts twintig jaar ancienniteit van officier.

Wij hebben gemeend dat, vermits in deze bepaling van artikel 8 het recht niet overeenstemde met de billijkheid, aan de gendarmerieofficiëren eene langere ancienniteit moest worden toegestaan, die tenminste voor een deel het verschil van behandeling wegneemt tusschen twee gelijke categorieën van Staatsdienaars. Vandaar § 3 van artikel 9, waarbij aan de gendarmerieofficiëren eene bijkomende ancienniteit van hoogstens zes jaar wordt verleend, hetwelk overeenkomt met het wettelijk verschil van leeftijd tot het bereiken van den graad van onderluitenant in het leger en in de gendarmerie, door welke bijkomende ancienniteit zij de vergoeding van het einde der loopbaan kunnen bereiken, zooals hunne collega's in het leger. Anderzijds zal dit voordeel in zekere mate het verschil van wedde goed maken, terecht door de wet vastgesteld, ten gunste van de onderofficiëren der gendarmerie die niet enkel gepensionneerd worden, welke ook hun graad weze, op denzelfden voet als de adjudanten van het leger, maar 5, 10 of 15 frank per dienstjaar trekken naar gelang zij den graad van eersten wachtmeester opperwachtmeester, eersten opperwachtmeester en adjudant dragen, allemaal ernstige voordeelen die aan de officieren zijn onthouden.

ART. 10 en 11. — De tekst der artikelen 10 en 11 is de herhaling van den tekst der artikelen 11 en 12 der wet van 15 September 1925.

ART. 12. — Artikel 12 is de herhaling van artikel 13 der wet van 15 September 1925.

Het bleek echter noodzakelijk het geval te voorzien waarin, wegens hetgeen

het verleden ons geleerd heeft en wegens de geringe mogelijkheden die het eerder beperkte officieren-kader biedt, men hogere posten zou moeten begeven en namelijk met het oog op het bevelhebberschap van het korps, wanneer de voor die functiën aangestelde officieren niet het getal dienstjaren zouden hebben dat vereischt is om een voor de regelmatige leiding van het korps noodzakelijke bevordering te bekomen, zelfs als zij de gewenschte ervaring en hoedanigheden bezitten.

Dit zou thans gebeuren, zoo de bevelhebber van het korps zijne functiën verliet; die toestand zou zich in de toekomst, in geval van oorlog, besmettelijke ziekte, ongevallen, enz. kunnen voordoen. Derhalve moet de Regeering in staat zijn om, in dergelijke omstandigheden, het hoofd te bieden aan de gebeurtenissen zonder tot het maken eener wet te moeten overgaan. Dit is de beteekenis van het laatste lid van artikel 12. Daarbij dient het kader der gendarmerie, een bestendig gemobiliseerd korps, steeds voltallig te zijn en moet de normale en regelmatige aanstelling der hogere bevelhebbers verzekerd zijn; de hogere bevelvoering is eigenlijk de grondslag en het wezen der nationale gendarmerie zooals het kader der hogere officieren van het leger grondslag en armatuur zijn, zonder dewelke ons leger niet zou bestaan.

Art. 13 en 14. — Zijn overgenomen uit de wet van 15 September 1924 (art. 16 en 17).

Art. 15. — Bevat de bepalingen van artikel 18 derzelfde wet; het bleek echter logisch en zelfs rechtmatig den bevelhebber van het korps der gendarmerie toe te voegen aan de legercommissie die belast is met het onderzoek der tijdens den oorlog gevangen of geïnterneerde officieren der gendarmerie, daar de dienst der gendarmerie eigen is aan dit korps en daar de misdrijven die er gepleegd worden in zekere mate een kenmerk van betrekkelijken ernst kunnen krijgen die afhangt van den aard van dien dienst, van de overleveringen der gendarmerie, van de precedentes, enz... allerlei zaken die in feite tot de bevoegdheid van den bevelvoerende officier behooren.

Art. 16. — Bevat in zijn geheel den tekst van artikel 20 van de oude wet op het statuut der officieren.

Art. 17 en 18. — Zijn de herhaling van de artikelen 20 en 22 derzelfde wet, in overeenstemming gebracht met ons wetsvoorstel.

Overgangsbepalingen.

Het scheen ons, ten slotte, overeen te komen met de onaantastbare wetten van de eer en de billijkheid, in deze wet bepalingen op te nemen toelatende eene reeks officieren in hunne rechten en ancienniteit te herstellen in de verscheidene graden die zij normaal zouden bekleed hebben, indien de verschuiving van den leeftijd waarop zij op rustgeld dienden gesteld te worden, niet bij uitzondering ware toegestaan geweest aan eene categorie officieren die ten koste van

hunne collega's de voordeelen genoten welke overeenkomen met de schade door de eersten geleden.

Om onzen tekst en zijne gevolgen te staven, volstaat het aan onze geëerde collega's te vragen zich een oogenblik de omstandigheden te herinneren die de toekenning der voornoemde leeftijdsverschuivingen voorafgingen, begeleidden en volgden, alsook de onderhandelingen die gevoerd werden om de zwaar benadeelde officieren in hunne rechten, zoowel zedelijke als stoffelijke te herstellen, onderhandelingen waarvan in de volgende bewoordingen melding gemaakt werd in deze Kamer op 24 Juli 1924 :

DE HEER HOUZIAUX : « Wij hadden een amendement op artikel 13 ingediend; het had ten doel aan de gendarmen de bevordering toe te staan waarop zij recht hebben. Doch, vermits de heer Minister van Landsverdediging beloofd heeft dat de belanghebbenden naar billijkheid voldoening zouden bekomen, trek ik mijn amendement in. »

Zoo tot nu toe de officieren der gendarmerie het beloofde herstel niet bekwamen, dan is het omdat wij gedurende eene wijl uit het oog verloren hadden dat de tekst van artikel 13 der wet, waarover de bespreking handelde, een hinderpaal was, ten minste van formeelen aard, voor het herstel dat de Minister beloofde te verwezenlijken. Wij streven dus het herstel na van het hierboven vermelde verzuim en een werk van zuivere billijkheid.

VANDEMEULEBROUCKE.

61

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Proposition de loi sur la position et
l'avancement des officiers de gen-
darmerie.**

ARTICLE PREMIER.

Dans la gendarmerie, le grade de sous-lieutenant ne peut être conféré qu'à des sous-officiers issus de ce corps spécial; les différents emplois d'officier ne peuvent être confiés qu'à des officiers de gendarmerie.

Ils sont nommés aux divers grades conformément aux dispositions de la présente loi, au fur et à mesure des vacances d'emploi.

ART. 2.

Les grades conférés par le Roi dans la gendarmerie depuis et y compris celui de sous-lieutenant, constituent l'état de l'officier.

Tout officier sera pourvu d'un brevet royal du grade qui lui est conféré dans la gendarmerie.

ART. 3.

Le grade est distinct de l'emploi.

Le Roi confère l'emploi du grade et le retire; l'emploi est exercé en vertu de lettres de service du Ministre de la Défense Nationale, délivrées d'après les ordres du Roi.

**Wetsvoorstel betreffende den stand en
bevordering der officieren van
de Gendarmerie.**

EERSTE ARTIKEL.

In de gendarmerie, mag de graad van onderluitenant maar begeven worden aan de onderofficiëren afkomstig uit dit bijzonder korps; de verschillende ambten van officier mogen maar aan officieren der gendarmerie toevertrouwd worden.

Overeenkomstig de schikkingen der onderhavige wet, worden zij, naarmate de openstaande plaatsen, tot de verschillende graden benoemd.

ART. 2.

De door den Koning in de gendarmerie verleende graden, vanaf en met dezen van onderluitenant, bepalen den staat van officier.

Ieder officier ontvangt een Koninklijk brevet houdende den graad die hem bij de gendarmerie wordt begeven.

ART. 3.

De graad is onafhankelijk van het ambt.

De Koning verleent en onttrekt het ambt van den graad; het ambt wordt uitgeoefend krachtens dienstbrieven afgeleverd, naar des Konings bevel, door den Minister van Landsverdediging.

ART. 4.

Il ne peut être accordé de grade sans emploi correspondant.

ART. 5.

Les grades d'officier se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant : sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, major, lieutenant-colonel, colonel, général-major, lieutenant-général.

Les trois premiers constituent la catégorie des officiers subalternes; les trois suivants, celle des officiers supérieurs; les deux derniers, celle des officiers généraux.

ART. 6.

L'officier se trouve dans l'une des positions suivantes :

I. *A l'activité.* — C'est la position de l'officier des cadres actifs pourvu d'un emploi, détaché à la Colonie ou en mission officielle, de l'officier pensionné pour blessure de guerre maintenu dans un emploi, de l'officier de réserve accomplissant une période de rappel en temps de paix, de l'officier de réserve mobilisé et pourvu d'un emploi.

II. *En congé sans solde.* — C'est la position de l'officier des cadres actifs absent sur sa demande pour une période de trois mois au moins de l'emploi qu'il occupe et qui cesse, pendant cette période, de percevoir un traitement.

III. *En non activité pour motif de santé.* — C'est la position de l'officier incapable de reprendre son emploi après une période de maladie déterminée par les règlements sur la matière.

ART. 4.

Er kan geen graad zonder overeenkomstig ambt begeven worden.

ART. 5.

De officiersgraden volgen elkaar op in de volgende hiërarchische volgorde : onderluitenant, luitenant, kapitein, majoor, luitenant-kolonel, kolonel, generaal-majoor, luitenant-generaal.

De eerste drie maken de categorie uit der lagere officieren; de volgende drie, die der hoogere officieren; de laatste twee, die der opperofficieren.

ART. 6.

De officier verkeert in een der volgende standen :

I. *In activiteit.* — Dat is de stand van den officier uit werkdadige kaders die een ambt waarneemt, bij de Kolonie werkzaam is of eene officieele opdracht vervult; van den wegens oorlogskwetsuur gepensionneerden officier die in een ambt gehandhaafd blijft; van den reserve-officier die een wederoproeplingsdiensttijd vervult in vredestand; van den gemobiliseerden reserve-officier die een ambt waarneemt.

II. *In verlof zonder soldij.* — Het is de stand van den officier uit werkdadige kaders die, op eigen aanvraag minstens drie maanden lang het door hem waargenomen ambt opgeeft en gedurende dien tijd geene wedde trekt.

III. *Buiten activiteit om gezondheidsredenen.* — Dat is de stand van den officier die zijnen dienst niet kan herkennen na een tijdperk van ziekte, bepaald bij de desbetreffende reglementen.

IV. *En non activité pour raisons de captivité.* — C'est la position de l'officier prisonnier de guerre ou interné de guerre.

V. *En non activité par mesure disciplinaire.* — C'est la position de l'officier que sa conduite ou sa manière de servir oblige à éloigner de son emploi sans que toutefois la nature ou la gravité des infractions commises puisse motiver la mise en jugement ou provoquer la perte du grade. Elle est prononcée pour une durée de un à trois mois, par le Ministre de la Défense Nationale, pour une durée supérieure, par le Roi.

ART. 7.

Les officiers en congé sans solde et les officiers en non activité restent soumis à la juridiction militaire du Ministre de la Défense Nationale.

ART. 8.

Nul ne peut être nommé au grade de sous-lieutenant s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'a servi activement pendant deux années au moins en qualité de sous-officier d'élite de gendarmerie et s'il n'a satisfait à un examen portant sur un ensemble de connaissances scientifiques, judiciaires, militaires et administratives, dont le programme est déterminé par arrêté royal. Cet examen est divisé en deux épreuves, dont la première, portant exclusivement sur les connaissances littéraires et scientifiques, peut être subie avant que le candidat n'ait acquis la qualité de militaire.

IV. *Buiten activiteit om reden van gevangenschap.* — Dat is de stand van den officier-krijgsgevangene of oorlogsgeïnterneerde.

V. *Buiten activiteit wegens tuchtmaatregel.* — Dat is de stand van den officier die om zijn gedrag of zijne dienstwijze zijn ambt heeft moeten laten staan zonder, echter, dat de aard of de ernstigheid der overtredingen aanleiding kan geven tot terechtstelling of berooving van graad. Voor een duur van één tot drie maanden wordt die straf door den Minister van Landsverdediging uitgesproken; voor langer, door den Koning.

ART. 7.

De officieren niet verlof zonder soldij en de officieren buiten activiteit blijven onderworpen aan de militaire rechtsmacht en aan de bevelen van den Minister van Landsverdediging.

ART. 8.

Niemand kan tot den graad van onderluitenant benoemd worden, indien hij den vollen ouderdom van 25 jaar niet heeft bereikt, indien hij ten minste geen twee jaar werkelijken dienst heeft als keuronderofficier der gendarmerie en indien hij niet voldaan heeft aan een examen afgelegd over een geheel van wetenschappelijke, rechterlijke, militaire en administratieve kennis, waarvan het programma bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld. Dit examen is verdeeld in twee proeven, waarvan de eerste, die uitsluitend gaat over de letterkundige en wetenschappelijke kennis, mag afgelegd worden vooraleer de candidaat de militaire hoedanigheid heeft verworven.

Art. 9.

L'ancienneté pour l'avancement est déterminée par la date du brevet du grade et par le classement entre les officiers dont le brevet est de la même date.

L'ancienneté relative des officiers de gendarmerie par rapport aux officiers de l'armée dont le brevet est de la même date est fixée par l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant.

Toutefois, dans le calcul des droits à la pension, l'officier de gendarmerie, bénéficie, dans le dernier grade, d'un supplément d'ancienneté égal à la moitié du nombre d'années passées dans les grades subalternes (sous-officier, brigadier et soldat), sans que ce nombre puisse être inférieur à deux années et supérieur à six.

Art. 10.

Les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté aux officiers jugés aptes à en exercer les fonctions.

Les grades d'officier supérieur et d'officier général sont au choix du Roi.

Art. 11.

Tout capitaine, pour accéder au grade de major, doit avoir justifié de ses connaissances techniques et professionnelles, au cours d'un examen dont le programme est déterminé par arrêté royal.

Art. 12.

En principe, les durées minima des services à accomplir effectivement dans

Art. 9.

De dienstouderdom voor bevordering gaat in op datum van het brevet waarbij de graad verleend wordt, met rangschikking onder de officieren wier brevet denzelfden datum draagt.

De betrekkelijke dienstouderdom voor bevordering van de officieren der gendarmerie, ten aanzien der officieren van het leger, wier brevet denzelfden datum draagt, wordt bepaald volgens den dienstouderdom in den graad van onderluitenant.

Nochtans, in de berekening der rechten tot het pensioen, geniet de officier der gendarmerie in den laatsten graad, van eenen bijkomenden dienstouderdom gelijk aan de helft van het getal jaren doorgebracht in de lagere graden (onderofficier, brigadier en soldaat) zonder dat dit getal minder dan twee jaren en meer dan zes jaren mag zijn.

Art. 10.

De graden van lager officier worden volgens dienstouderdom begeven aan de officieren, bekwaam bevonden om er het ambt van uit te oefenen.

De graden van hooger officier en opperofficier zijn naar keuze des Konings.

Art. 11.

Om tot den graad van majoor bevorderd te kunnen worden, moet ieder kapitein blijk hebben gegeven van zijne technische en vakkennis, bij een examen, waarvan het programma bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld.

Art. 12.

In beginsel, is de minimum-diensttijd, die in elken graad wezenlijk moet

chaque grade, pour pouvoir être promu au grade immédiatement supérieur sont de :

Trois ans dans le grade de sous-lieutenant;

Deux ans dans le grade de lieutenant;

Cinq ans dans le grade de capitaine;

Trois ans dans le grade de major;

Deux ans dans le grade de lieutenant-colonel;

Trois ans dans le grade de colonel;

Deux ans dans le grade de général-major.

Toutefois, en cas de force majeure, il pourra être dérogé aux dispositions du présent article pour assurer les commandements du Corps, de Légion, de Groupe et du Dépôt, ainsi que l'occupation des grades d'officier supérieur.

ART. 13.

Nul ne peut obtenir de l'avancement pendant qu'il est dans la position de non activité ou en congé sans solde.

ART. 14.

Le temps passé en congé sans solde — sauf par mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle — et le temps passé en non activité par mesure disciplinaire sont décomptés de l'ancienneté d'officier.

La moitié du temps passé en non activité pour motif de santé est décomptée de l'ancienneté d'officier.

vervuld worden om tot den eerst hooger graden te kunnen bevorderd worden, de volgende :

Drie jaar in den graad van onderluitenant;

Twée jaar in den graad van luitenant;

Vijf jaar in den graad van kapitein;

Drie jaar in den graad van majoor;

Twée jaar in den graad van luitenant-kolonel;

Drie jaar in den graad van kolonel;

Twée jaar in den graad van generaal-majoor.

Nochtans, in niet te verhelpen geval, zal er van de schikkingen van onderhavig artikel mogen afgeweken worden om de Korps-Legioen-Groep- en Depot-commandos te verzekeren, alsook voor het bekleeden der graden van hooger officier.

ART. 13.

Niemand kan bevordering bekomen terwijl hij buiten activiteit of met verlof zonder soldij is.

ART. 14.

De tijd doorgebracht met verlof zonder soldij — behalve het geval waarin een officier ter beschikking van een ander ministerieel departement wordt gesteld, of wegens eene officieele opdracht — en de tijd doorgebracht buiten activiteit bij tuchtmaatregel, worden van den dienstouderdom als officier afgetrokken.

De helft van den tijd doorgebracht buiten activiteit om gezondheidsredenen wordt van den dienstouderdom als officier afgetrokken.

ART. 15.

En ce qui concerne l'officier de gendarmerie prisonnier et interné, une commission militaire spéciale dont la composition est déterminée par arrêté royal, mais dont fait partie le commandant du Corps de la Gendarmerie, propose au Roi, en tenant compte des circonstances de la capture ou de l'internement et de la conduite de l'intéressé pendant sa non activité, les conséquences qui doivent être attachées à celle-ci relativement à son ancienneté.

Les avis de cette commission militaire spéciale pourront être déférés par l'intéressé à une commission supérieure d'appel dont la composition est déterminée par arrêté royal; elle est présidée par un conseiller à la Cour d'appel.

Cette commission supérieure d'appel statuera dans les délais et formes à déterminer par un arrêté royal.

ART. 16.

Le Roi peut accorder un grade honoraire à l'officier mis à la pension de retraite, à la condition qu'il ait accompli dans le dernier grade effectif la durée minimum de service fixée par l'article 12 et qu'il soit en ordre utile d'ancienneté vis-à-vis des officiers à l'activité de la gendarmerie.

Le grade honoraire ne confère à l'officier qui en est pourvu que le privilège d'en porter le titre et les marques

ART. 15.

Wat den gevangen genomen en geïnterneerden officier der gendarmerie aangaat, stelt eene bijzondere militaire commissie, waarvan de samenstelling bij Koninklijk besluit wordt bepaald, maar waarvan de commandant van het korps der gendarmerie dekluitmaakt, den Koning de gevolgen voor, die, wegens zijne non-activiteit, den dienstouderdom van den belanghebbende dienen te wijzigen, mits rekening te houden met de omstandigheden waaronder hij werd gevangen genomen of geïnterneerd, en met zijn gedrag gedurende den tijd dat hij buiten activiteit was.

Van de adviezen van die bijzondere militaire commissie kan de belanghebbende in beroep komen bij eene hooge commissie van beroep, waarvan de samenstelling bij Koninklijk besluit wordt bepaald; zij wordt voorgezeten door een raadsheer in het Hof van beroep.

Die hooge commissie van beroep doet uitspraak binnen den tijd en op de wijzen te bepalen bij Koninklijk besluit.

ART. 16.

De Koning kan een eeregraad verleen en aan den op rustpensioengestelden officier, op voorwaarde dat hij in den laatsten wezenlijken graad den bij artikel 12 bepaalden minimumtijd heeft gediend en dat hij, vergeleken met de officieren in activiteit van de gendarmerie, den vereischten dienstouderdom hebbe.

De eeregraad verleent aan den officier, die er houder van is, slechts het voorrecht er den titel en de uiterlijke

distinctives sans aucun droit à l'exercice d'un commandement ou fonction militaire.

En cas de rappel à l'activité, l'officier titulaire d'un grade honoraire reprend le grade effectif dont il était revêtu au moment de sa mise à la pension de retraite.

ART. 17.

Lorsque la gendarmerie est mobilisée pour la guerre, les règles établies par les articles 8, 11 et 12 en ce qu'il concerne les officiers subalternes ne sont pas applicables.

ART. 18.

Sont abrogés :

L'arrêté du Gouvernement provisoire en date du 14 décembre 1830, sur l'attribution des grades honoraires, la loi du 28 germinal, an VI, en ce qu'elle concerne l'avancement de la gendarmerie, la loi du 16 juin 1836 sur l'avancement des officiers, modifiée par la loi du 6 mai 1888, la loi du 16 juin 1836 qui fixe la position des officiers et la loi du 15 septembre 1924, en ce qu'elle concerne les officiers de gendarmerie.

Dispositions transitoires.

Les officiers de gendarmerie qui ont subi des préjudices du fait des prorogations de l'âge de mise à la retraite accordées à certains officiers, par les arrêtés royaux n° 6587 du 15 janvier 1920 et n° 14199 du 14 décembre 1922 et du fait de la loi du 15 septembre 1924,

kenteekens van te dragen, zonder om 't even welk recht te hebben op de uitoefening van een commando of een gelijkwaardig ambt.

In geval van wederoproeping tot activiteit, herneemt de officier, houder van een eeregraad, zijn wezenlijken graad van op 't oogenblik zijner oppensioenstelling.

ART. 17.

Wanneer de gendarmerie voor den oorlog wordt gemobiliseerd, zijn de bij de artikelen 8, 11 en 12 vastgestelde regelen niet toepasselijk voor wat de lagere officieren betreft.

ART. 18.

Worden ingetrokken :

Het besluit van het Voorloopig Bewind, in datum van 14 December 1830, op de toekenning van eeregraden, de wet van 28 germinal, jaar VI, voor wat de bevordering bij de gendarmerie betreft, de wet van 16 Juni 1836, op de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wet van 6 Mei 1888, de wet van 16 Juni 1836 tot vaststelling van den stand der officieren, en de wet van 15 September 1924, voor wat de officieren der gendarmerie aangaat.

Voorloopige schikkingen.

De officieren der gendarmerie die schaden hebben geleden door de verlenging van den ouderdom voor de oppensioenstelling, bij Koninklijke besluiten, n° 6587 van 15 Januari 1920 en n° 14199 van 14 December 1922 en uit hoofde der wet van 15 September 1924,

seront, s'ils en sont jugés dignes, rétablis dans leurs droits et ancienneté dans les divers grades qu'ils auraient normalement occupés sans ces prorogations, nonobstant les dispositions de l'article 12 de la présente loi.

aan sommige officieren verleend, zullen, indien zij er waardig toe geoordeeld worden, terug in hunne rechten en dienstouderdom hersteld worden in de verschillende graden die zij, buiten deze verlenging, op normale wijze zouden bekleed hebben, ondanks de schikkingen van artikel 12 der onderhavige wet.

VANDEMEULEBROUCKE.

VICTOR ERNEST.

JENNISSEN.

H. HOUSIAUX.

JULES MATHIEU.

A. VAN HOECK.
